



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 12 décembre 2022

## Réforme des retraites : la vie devant soi... à bosser !

**Le saccage de la planète a fait de l'année 2022 la plus chaude jamais enregistrée en France. Mais l'hiver arrive et le froid s'installe. Pour beaucoup d'entre nous, réussir à se chauffer va devenir une question lancinante. Les prix montent et mangent les salaires, alors que chaque euro compte déjà. Mais Élisabeth Borne a une doudoune et, pour elle, l'urgence, c'est la réforme des retraites, dont les modalités devraient être « dévoilées » le 10 janvier.**

### Travailler plus pour travailler plus

Ça ne lui suffisait donc pas de s'en prendre aux chômeurs pour les forcer à accepter les pires conditions du patronat. Alors que la casse des services publics fait que l'hôpital ou le réseau énergétique sont au bord de la rupture, il faut encore aller gratter au fond des poches des travailleurs jusqu'à toucher l'os.

La Première ministre essaie de faire jouer le suspense autour de l'âge de départ : 65 ou 64 ans ? Médiocre effet d'annonce : quoi qu'il arrive, il faudrait s'user au travail plus longtemps, au-delà de l'espérance de vie en bonne santé. Et il est déjà prévu que l'allongement de durée de cotisation compense un compromis sur l'âge de départ, ou vice-versa.

### « Ils reculent l'âge de la retraite et avancent l'âge de la mort »

Il s'agirait, nous dit-on, de sauver les caisses de retraite de la faillite. Sauf que, en 2021, les caisses étaient excédentaires et le seront encore plus en 2022 : 3,2 milliards. Elles ne deviendraient déficitaires que plus tard, avec un déficit de 17 milliards. Après ? Le Conseil d'orientation des retraites (COR), service de l'État, prévoit qu'elles réduiront ce déficit graduellement et sans réforme. De toute façon, il s'agirait de 17 milliards sur un budget de 330 milliards, soit seulement 5 % du total. Sans parler des réserves importantes dont l'ensemble des caisses disposent aujourd'hui, 160 milliards d'euros au total.

Mais il y a les faits, et puis il y a les profits. Les fonds de pension privés lorgnent depuis un moment sur le gigantesque marché de l'épargne-retraite individuelle que cela ouvrirait. Ensuite, reculer l'âge de départ à la retraite, c'est faire travailler plus longtemps ceux qui le pourront et, surtout, pour tous ceux qui ne le pourront pas, réduire le montant des pensions.

C'est aussi s'assurer que davantage de travailleurs meurent avant de toucher leur retraite, usés par l'exploitation.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement met en avant le chiffre de 1 200 euros de minimum de pension. Promesse bidon, car ce « minimum » ne sera garanti que si l'intégralité des annuités a été cotisée, des annuités toujours plus nombreuses... Pour beaucoup, ce sera donc le minimum vieillesse, qui est aujourd'hui à 908 euros, en dessous du seuil de pauvreté. Et encore faudra-t-il le demander.

### Nous imposer face au gouvernement

Si les caisses de retraites sont vraiment si mal en point, il y a une solution simple : un déficit de 5 % est immédiatement comblé par une augmentation des salaires, et donc des cotisations, de 5 % ! Si les salaires augmentaient de ce qui nous est nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire au moins de 400 euros, plus de problème de « déficit ». Et cela réglerait quelques autres problèmes aussi, nos fins de mois par exemple !

Ce n'est évidemment pas une option pour le gouvernement. Mais il se souvient de la mobilisation de 2019 qui l'avait mis en peine de passer l'ancienne réforme des retraites avant la crise Covid. Alors il fait mine de se concerter avec les directions syndicales, qui se sont précipitées à la table avant même de chercher à mobiliser.

Nous savons pourtant toutes et tous qu'il n'y a rien à attendre de ces « concertations » et du « dialogue social ». Macron et son gouvernement savent très bien ce qu'ils font : agir pour le compte des capitalistes, comme il l'a toujours fait.

Ce n'est pas de « concertations » dont notre camp a besoin : c'est d'une mobilisation, de grèves, toutes et tous ensemble, comme nous l'avons fait en décembre 2019. Voilà ce à quoi, dès maintenant, nous devons œuvrer.

## **Séquoia le problème ?**

Dans certaines UET, on nous a fait jouer à un jeu étrange où l'on devait choisir quel personnage on était sur un dessin représentant un arbre. Entre celui tout heureux au sommet de l'arbre et celui qui s'écrase au sol, on avait l'embarras du choix. À moins que la direction cherche à faire le tri entre les « bonnes poires » et les « pommes pourries » ? En tout cas, ils continuent de filer la métaphore après la présentation de la restructuration de Renault avec son tronc, ses branches et ses découpes.

Restons solidaires et montrons-leur de quel bois on se chauffe en défendant nos emplois et nos droits !

## **Orange, ô désespoir !**

Depuis plusieurs années, la CFDT cherche à rassurer les salariés Renault et les élus locaux. 1000 suppressions d'emplois à Lardy ? OK, mais l'avenir est assuré. Un nouveau L1224-1 pour transférer des contrats de travail ? Oui, mais c'est le bon L1224-1 cette fois-ci. Les salaires bloqués ? C'est vrai mais on a eu une prime quand même !

Finalement, il n'y a que les salariés sous-traitants qu'ils essayent de faire flipper en écrivant qu'ils ne peuvent faire grève que lorsque les syndicats de leur entreprise appellent à le faire. Le problème, c'est que c'est faux, puisqu'il n'y a pas besoin qu'un syndicat appelle à la grève dans le privé ! Il suffit d'être 2 salariés. Dure, dure, la vie d'accompagnateur de la casse sociale et de la division entre salariés...

## **L'hiver sera chaud ?**

Pour économiser de l'argent, Renault a baissé la température à 19°C dans les bureaux et 16°C dans les ateliers. C'est très limite pour travailler. Et la différence de traitement des salariés est difficilement compréhensible.

Ils feraient mieux de remonter la température, à moins qu'on s'en charge bientôt nous-mêmes pour nos emplois, nos salaires et nos retraites !

## **Nouvelle casquette, même discours**

De Meo a gagné des galons : il est désormais président de l'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles. Belle récompense pour son œuvre de casse sociale chez Renault ! Selon lui, « *Il est urgent que l'Europe mette en œuvre des politiques qui soutiennent pleinement notre objectif de décarbonisation, et nous permettent de faire face à une concurrence mondiale croissante* ». Il veut donc que l'UE (nos impôts en fin de compte) subventionne encore plus les grands groupes.

C'est vrai qu'ils ont besoin d'aide : en vendant des véhicules beaucoup plus chers, leurs résultats et leurs marges explosent. Mais s'il veut de nouvelles médailles patronales, Luca doit faire encore mieux. Dure, dure, la vie de mercenaire des actionnaires...

## **Après le magicien, l'humoriste**

Le même De Meo a déclaré lors de sa prise de fonction : « Notre industrie s'est engagée à investir massivement dans l'e-mobilité, et à garantir la création de valeur et d'emplois en Europe. »

Créer de profits pour les actionnaires, on peut le croire. Mais en ce qui concerne les investissements dans l'e-mobilité, nous à Lardy, on ne les voit pas ! Et les emplois... on attend toujours que le magicien Luca les sorte de son chapeau. Mais apparemment les tours de magie c'est fini, on est passé au spectacle de clown !

## **PSA Poissy : la lutte syndicale continue**

À la demande de bureaucrates syndicaux, le tribunal de Bobigny a interdit à 16 militants de l'usine PSA de Poissy d'utiliser le nom de la CGT, de se présenter comme des adhérents de ce syndicat et d'en utiliser le logo. Dans la ligne de mire de ces soi-disant syndicalistes, Jean-Pierre Mercier, figure du syndicat CGT PSA depuis des années et dirigeant de Lutte Ouvrière.

Ayant échoué face à la démocratie syndicale, les bureaucrates utilisent la justice patronale pour tenter de les faire taire. Mais le combat est loin d'être terminé : les vrais juges seront les salariés !

## **Ouvrez les frontières !**

Ce dimanche auront lieu des manifestations pour demander la régularisation des sans-papiers, nos frères et sœurs de classe qui cotisent et travaillent souvent dans les métiers les plus durs. Ce sont nos collègues, des travailleurs et des travailleuses. Pour éviter de parler des vrais problèmes et de l'inflation, le ministre de l'Intérieur prépare une loi qui vise à diviser notre camp social au seul bénéfice des patrons en dressant les « Français » contre les « étrangers ».

Mais nous sommes des millions à être étrangers au monde de Macron, Le Pen, Darmanin et des milliardaires qui nous gouvernent. Alors apportons notre soutien en participant à la manifestation :

**Rendez-vous dimanche 18.12 à Paris  
11h – Porte de la Chapelle**

## **De l'argent, il y en a !**

PDG du groupe de luxe LVMH, Bernard Arnault a repris la tête du classement des plus grandes fortunes devant Elon Musk. L'amateur de voyages en jet privé accumule une fortune estimée à 184,7 milliards d'euros. Dans le même temps, 2,3 milliards de personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire et 828 millions souffrent de la faim au quotidien.

À part ça, tout va bien !

**Facebook**  
**NPA L'Étincelle - Renault Lardy**

